



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

60 000 emplois menacés... les partenaires sociaux des Travaux Publics s'alarment, le Gouvernement répond par la politique de la chaise vide

Paris, lundi 30 juin 2014 – Dans le cadre de leur agenda social pour 2014, les organisations syndicales de salariés et d'employeurs des Travaux Publics ont, le 6 mai dernier, ouvert des discussions sur « le Pacte social pour les Travaux publics » pour développer la contribution du secteur au pacte de responsabilité proposé par le Gouvernement. Dans ce cadre, les partenaires sociaux ont invité l'Etat à une concertation tripartite, le secteur dépendant à 70 % de la commande publique.

Si une traduction du Pacte dans notre secteur doit produire des effets, comment envisager des engagements en termes d'emplois sans visibilité sur le financement des infrastructures du pays ?

Les partenaires sociaux déplorent que l'Etat n'ait pas donné suite à leur invitation et s'alarment de la gravité de la situation économique et sociale du secteur en lien avec des décisions gouvernementales récentes, notamment :

- le Péage de Transit poids lourds, qui aura pour effet une division par trois des ressources attendues par l'écotaxe et destinées à financer les infrastructures de transport ;
- la baisse de 12,5 milliards d'euros des dotations de l'Etat aux collectivités locales, qui va impacter directement leur capacité d'investissement en infrastructures.

En l'absence de mesures correctrices et volontaristes, le constat partagé par les partenaires sociaux des Travaux Publics est que le secteur entre durablement en récession et c'est un emploi sur cinq qui va disparaître.

L'Etat doit exercer son rôle de stratège en garantissant la qualité des infrastructures et la sécurité des usagers pour préserver l'emploi et renforcer l'attractivité du pays. A cette fin, les partenaires sociaux réitèrent leur demande d'une concertation tripartite et attendent de l'Etat :

- une compensation pérenne de la perte de ressources liée à l'abandon de l'écotaxe ;
- des moyens pratiques pour que les collectivités locales continuent à financer leurs infrastructures ;
- une accélération des projets d'infrastructures reliant les territoires des futures grandes Régions pour favoriser le développement de la nouvelle dynamique territoriale.

Les partenaires sociaux, engagés dans un dialogue social permanent dans la branche des Travaux Publics, entendent être force de proposition et demandent un déblocage de la situation. Il en va de l'avenir d'un secteur clé de l'économie française.

* * *

Les Travaux Publics en 6 chiffres clés :

8 000 entreprises et 280 000 salariés

41 MD€ de chiffre d'affaires en France et 25 MD€ de chiffre d'affaires à l'international

70% de commande publique

Pour en savoir plus : www.fntp.fr - www.on-n-arrete-pas-le-futur.fr - www.metiers-tp.com  [@fntp_info](https://twitter.com/fntp_info)

Contacts presse :

FNTP : Jean-Christophe Goux-Reverchon - Tél. : 01.44.13.31.15 / Mail : gouxreverchonjc@fntp.fr

Fédération SCOP BTP : Olivier Diard, Délégué général – Tél : 01.55.65.12.20 / Mail : o.diard@scopbtp.org

CFDT : Alexandra Rettien, Secrétaire Nationale – Tél : 01.56.41.55.68 / Mail : alexandra.rettien@construction-bois.cfdt.fr

CFE CGC BTP : Karsten Beyer, Conseiller du Président du Syndicat national CFE CGC BTP – Tél 01.55.31.76.79 / Mail : karsten.beyer@cgcftp.com

CFTC : Patrick Del Grande, Président de la Fédération BATI-MAT-TP-CFTC – Tél : (01) 44 85 73 46 /Mail : fede.batimattpcftc@noos.fr

FO : Deborah Bloemhos – Tél 01.42.01.30.00 / Mail : deborah.fgfo@orange.fr

